

Stage Liège 19 et 20-2-2009
Formatrice Nicole Grataloup

Les paradoxes de l'identité: comment le conflit entre identité individuelle des individus et identité culturelle des cultures peut-il s'exprimer, se résoudre?

Le C.R. de la formation est l'œuvre conjointe de Philippe Rocco, Philip Rigo et Vincko Sabic

Jeudi matin

Les paradoxes de l'identité.

Il s'agira d'explorer la notion d'identité individuelle, afin de faire apparaître la complexité de la notion et les paradoxes qu'elle recèle: on travaillera d'abord dans une phase de réflexion personnelle sur sa propre identité, puis dans une phase de confrontation en groupes pour arriver à une conceptualisation de ces paradoxes, au-delà de l'expérience personnelle.

Cette démarche se rapporte au module 5.1, et prépare la réflexion de l'après midi, dans la mesure où elle posera le problème de l'individu dans ses rapports au monde social et politique, du rapport entre l'individu, sa culture et son statut de citoyen.

Les compétences travaillées sont l'aptitude à la décentration, l'ouverture à la réflexion et la conceptualisation.

La matinée s'est déroulée en deux temps: une phase d'exercices puis d'échanges, suivis par une petite synthèse.

De quoi s'agit-il ?

Les participants sont invités individuellement à rédiger leur *carte d'identité*. Quelques exemples sont affichés au mur. Il y a des autoportraits d'artistes, une phrase de Spinoza : « Chaque chose autant qu'il est en elle s'efforce de persévérer dans son être » ; une phrase de Rimbaud : « Je est un autre — Si le cuivre s'éveille au clairon, il n'y a rien de sa faute » etc. Le tout étant fait pour susciter l'expression, la créativité. Les participants disposent de 20 minutes. Ensuite ils forment des groupes d'environ 4 personnes et échangent ce qu'ils souhaitent de leur recherche, ceci pendant une heure.

Il ne s'agit pas d'une démarche à visée psychologique, mais d'une réflexion qui cherche à mettre en évidence les tensions et les paradoxes inhérents à la notion d'identité. *L'identité individuelle a-t-elle un ou plusieurs sens ?*

Les compétences travaillées sont l'aptitude à la décentration, l'ouverture à la réflexion et la conceptualisation. Cette démarche se rapporte au module 5.1 du programme.

Dans le groupe constitué, il s'agit pour les participants de voir comment ils ont interprété la consigne.

Compte-rendu du travail du groupe auquel j'ai participé :

Après les vingt minutes de travail individuel, nous nous sommes retrouvés à trois. Nous avons assez vite décidé que notre mode d'expression pour rendre compte du travail que nous allions réaliser serait un poème.

Nos premières considérations ont été de nous demander ce que chacun trouvait opportun de dévoiler. *Fallait-il tenir compte d'une tension entre le privé et le publique ?*

L'histoire était-elle une clef d'approche pertinente ?

Fallait-il nous demander, dans cette approche de l'identité, ce que nous voulions être ?

Nos rôles d'enseignants, dans nos familles, étaient-ils des vecteurs privilégiés ?

Un premier dévoilement a été de dire : « Suis-je le résultat d'influences culturelles ? »

Ceci nous a amené à observer que plus notre mode d'expression serait synthétique, moins il aurait une tournure personnelle. Mais, finalement *n'est-ce pas la forme de notre mode d'expression qui en dirait le plus sur notre identité ?* La forme poétique s'avancait lentement.

Mais il fallait encore se demander *si nous étions à titre individuel le mieux placé pour nous connaître*. Pouvait-on remplacer la question de notre identité, du qui suis-je ? par « où est la bienveillance ? ». En somme, la question qui suis-je ? conduit-elle à une chose/état (ce que nous sommes) ou à des valeurs ?

Pour parler au présent : N'est-on pas fat/prétentieux quand on pense pouvoir dire toute son identité ? Notre identité ne se duplique pas. N'est-elle pas semblable au temps qui passe ? Quelle part d'arbitraire n'entre-t-il pas dans notre identité ?

Voici ce que nous avons présenté :

"C'est évident, mais quand je commence à le dire, j'échoue à le penser,
Les mots s'échappent et je ne peux les compter
Plus je le sais, plus je l'ignore
L'identité est provisoire
Le seul fait de l'énoncer, je suis déjà ailleurs
Je = Je
Dans l'effort d'aller de soi à soi, le je s'égraine
L'identité, c'est plus évident que $1 = 1$
Mais on ne peut en prendre qu'un des deux
C'est l'idiotie du réel, la simplicité
Peut-on se raccrocher aux indices que nous offre une carte d'identité ?
Pour un nom qui s'inscrit combien faut-il questionner ?
Un nom est-ce arbitraire ?
Peut-on raisonnablement prétendre savoir qui on est ?
Qui peut nous aider ? Sans prendre notre place
Car quand quelqu'un nous dit ne nous prend-il pas nous-mêmes ?
Où nous reste-t-il à aller ?
Que peut-on partager ?
Sommes-nous autre chose que notre promenade ?
Si le déterminisme est radical pourquoi penser, pourquoi vouloir ?
Où est notre identité ?
Nous ne sommes pas des portions
Où est notre identité, dans notre bienveillance ?
Ou dans les mots que nous trouvons pour le dire ?"

Rapport du 2° groupe

Une carte d'identité nous semble banale. Pourtant, et voici un premier paradoxe, quand nous avons pensé à la situation des sans papier, nous nous sommes ravisés.

Dans notre groupe, les composantes qui nous permettent d'appréhender notre identité varient selon chacun. Il y a l'attachement géographique à une région où à une ville, le fait de se sentir francophone. Mais aussi, ce que j'ai envie de faire, ce que j'aime.

Un deuxième paradoxe se présente quand nous considérons notre identité réelle et notre identité pour les autres. Il y a une tension entre soi et l'image de soi. Une tension entre soi tel qu'il est connu par soi-même et tel qu'il est connu par les autres, mais aussi tel qu'il se connaît par l'entremise des autres. Ce qui amène à questionner *le connais- toi toi-même*. Est-ce possible ?

Qu'en est-il de notre capacité à vivre dans le doute ? N'a-t-on pas besoin de certitude ?

Un troisième paradoxe tient à la continuité et aux ruptures propres à la notion d'identité. A quinze ans c'était moi et ce n'est plus moi. Il y a aussi une tension entre notre descendance et notre ascendance. Faut-il s'opposer aux valeurs que nous avons reçues ?

Il y a encore une opposition entre la liberté et le déterminisme.

En résumé : qu'en est-il de l'idée d'identité ?

Il faut tenir compte de ce que l'on est, de ce que l'on a ; de ce que l'on n'est pas, de ce que l'on n'a pas. Le manque lui-même peut faire partie de l'identité.

Mais soulignons encore ces tensions : tension entre soi et l'autre : que voit-il ?

Peut-on accéder au nous-mêmes de nous-mêmes ?

N'a-t-on accès qu'au phénomène de soi ?

3° groupe

Nous avons relevé sous forme d'un tableau une série de facteurs concernant notre identité :

- psychologique
- génétique
- historique
- familial
- philosophique
- éthique
- politique
- administratif
- facteurs professionnels
- expériences vécues
- facteurs socio-culturels

Une série de questions étaient présentes : comment perçoit-on notre rapport au monde ?

Qu'en est-il de notre expérience vécue ? Qu'y a-t-il de stable dans notre identité ?

Y a-t-il un noyau fixe à notre identité. ? Y a-t-il des repères, des valeurs ?

Qu'est-ce qui résiste aux changements ? Que peut-on choisir ?

Quelle part de formatage y a-t-il en nous ?

4° groupe

Notre groupe est constitué uniquement par des femmes. Cela a-t-il été déterminant dans notre fonctionnement ?

Y a-t-il eu des blocages ? Par où fallait-il commencer ? Faut-il nous référer à notre sexe ?

Y a-t-il eu une autocensure qui nous a empêchées de parler du physique ? Fait-il partie de l'identité ?

Nous n'avons parlé ni de nos orientations sexuelles, ni de nos orientations politiques.

Les tensions que nous avons observées sont les suivantes : comment suis-je ? ;
Comment est-ce que les autres me perçoivent ? Peut-on exister par nous-mêmes ou seulement par les autres ? Qu'en est-il de notre statut de professeur et de la perception de ce statut par les autres ?

Une considération semble s'imposer : il y a de l'immuable c'est-à-dire des choses qui sont sincèrement de nous-mêmes et ce qui va changer.

Nous avons tenté de construire un schéma dans lequel nous aurions signifié, par des flèches, les tensions propres à la notion d'identité. Cela partait dans tous les sens. Nous avons donc renoncé à ce qui nous est finalement apparu comme une simplification excessive. Ainsi, il nous semble que l'individu est au milieu de tensions qui le construisent.

Nous avons alors choisi de rédiger une série de phrases commençant par : «je suis...»

Je suis issu d'un programme génétique auquel il a fallu un déclencheur pour qu'il démarre.

Je suis le résultat d'un certain milieu, mais je peux le combattre.

Je suis ce que je fais

Je suis une somme de rêves, de projets rabotés.

Je suis une accumulation d'éléments épars qui forme un ensemble harmonieux.

Je suis une construction affective, mais celle-ci peut m'empêcher.

Je suis un rapport avec les autres, mais qui peut amenuiser mon sens critique (communautarisme).

Je ne suis pas comme je veux, mais comme il faut.

A la suite de ces présentations, la formatrice s'est proposée de noter au tableau une série de couples d'opposés. Au cours de cette phase la discussion s'est ici où là enclenchée, non sans plaisir.

Unicité/multiplicité

Vécu/exprimé à soi ou exprimé aux autres

Intérieur/extérieur

Dicible/indicible

Vérité sur soi/image, confort d'identité, masque, rôle

Nature/culture ; inné/acquis

Continuité/rupture ; permanence/changement

Déterminisme/liberté

Croyance, créationisme/évolutionisme

Transcendance/immanence

Individu/citoyen

Public/privé

Conscient/inconscient

Moi/l'autre

Désir/réalité

Etre/état – "Qu'entends tu par cette distinction ? "Et bien, la lune peut être présente à différents moments selon différents états. Oui, mais y a-t-il un noyau de la lune ? N'est-ce pas un choix que de dire qu'il y a un être différent de ces états ? Peut-être n'y a-t-il que des états ? Mes valeurs ne sont pas les mêmes aujourd'hui qu'il y a 30 ans. Par ailleurs, certains changent même d'orientation sexuelle, si ce n'est de sexe. Et l'Adn, de toute façon il doit rentrer en relation avec un milieu pour s'actualiser. Moi, je pense qu'il y a quelque chose en moi et qui perdure. Je ne pense pas : "ton identité, c'est toi qui la veux". Vous dites ça mais

quand on a une maladie génétique, cela est immuable, ça c'est figé. Même une histoire familiale ça demeure. Une maladie génétique ça dure même si je peux espérer que ça va changer."

La formatrice fait remarquer que tous ses binômes n'existent pas l'un sans l'autre. Il y a parfois des conflits. On ne sait pas simplifier, schématiser ces relations. **Mais, sait-on conceptualiser l'identité ?** demande une intervenante. Le contenu de la notion n'est pas donné d'avance fait remarquer la formatrice: chaque personne est à même de définir ce qu'il entend par l'identité, il y a une infinitude de potentialités. Une autre fait remarquer que nous sommes des êtres finis, mais potentiellement infinis. La formatrice ajoute: ne pas se figer à ce que l'on a reçu; comment prendre sans renier

Après-midi

Identité individuelle et identité culturelle.

Dans quelle mesure notre appartenance culturelle nous définit-elle ? Quels sens peut avoir la notion d'identité culturelle ? Y a-t-il une identité multiculturelle ?

Dans le prolongement de la réflexion du matin, on travaillera sur des textes d'auteurs dont certains appartiennent à des courants de pensée, comme les « cultural studies », qui ont remis en question l'idée du sujet universel issu de la tradition des Lumières. Il s'agira de mettre en débat ces deux conceptions, sous la forme d'un « colloque » ou débat contradictoire, afin d'en comprendre à la fois les contenus et les enjeux.

Cette démarche se situe à l'articulation des modules 5.1 sur l'identité et 5.2 sur l'antinomie des droits individuels et des droits des communautés culturelles, puisqu'elle met en jeu le rapport de l'individu avec sa culture.

Les compétences travaillées sont l'approche critique et constructive des savoirs, normes et valeurs (par la lecture de textes et le débat), et la problématisation.

Le dispositif pédagogique mis en place est celui du **Colloque des philosophes**.
Mode d'emploi : Après une lecture des textes philosophiques (chaque groupe lit un auteur), une personne du groupe expose succinctement le point de vue du philosophe qu'il incarne. Pendant que les philosophes exposent leur thèse, on limite les interventions à des questions liées à la clarification de l'exposé. Une fois les exposés terminés, nous avons commencé le colloque où tous ont participé (il s'agit de se préparer dans le groupe à répondre aux objections des participants).

Exposé des thèses :

Will Kymlicka, La Citoyenneté multiculturelle, La Découverte, 1995 :

La société libérale offre en son sein, différentes options sociétales, parmi lesquelles l'individu peut choisir. C'est la libre approbation (Kymlicka se réfère à Dworkin) par l'individu qui constitue la valeur d'une vie. De plus, l'individu peut librement changer d'option. Deux choses encore : la société libérale met à la disposition des enfants différents modes de vie et notre culture sociétale donne aussi un sens à ces différentes cultures sociétales qu'elle accepte en son sein. Précisons encore que ce sens est donné par « la façon dont notre langue nous donne accès à la raison d'être » de celles-ci.

J. Locke, Essais concernant l'entendement humain, livre 2, chap. 17, § 9, (1694) :

Dans le § 9 J. Locke présente en quoi consiste l'identité personnelle. Il ne nous dit rien de l'identité culturelle. Selon Locke, une personne est « un être pensant et intelligent capable de raison et de réflexion, et qui peut se considérer soi-même comme le même, comme une chose qui pense en différents temps et en différents lieux ». Il ajoute plus loin qu'il est « impossible à quelque être que ce soit d'*apercevoir* sans *s'apercevoir* qu'il *aperçoit*. ». Ainsi, « puisque la conscience accompagne toujours la pensée, (...) c'est aussi en cela seul que consiste l'identité personnelle, (...) ».

Quelques mots sur *Stuart Hall*, Identités et cultures politiques des Cultural Studies, ... :

L'identité culturelle est fonction du passé d'un peuple, de son histoire. Stuart Hall, originaire des Caraïbes, estime que son histoire lui a été confisquée et qu'elle a été réécrite. Il pense de ce fait qu'il est déraciné dans cette identité culturelle qui lui a été dite. Par conséquent, le plus important- à ses yeux, est la rupture qu'il doit opérer pour devenir la personne qui se façonne elle-même.

Françoise Héritier, L'identité Samo, 1974, in L'identité, Séminaire dirigé par C. Levi-Straus, P.UF. 1983 :

Chez les Samo, l'identité est exclusivement collective et déterminée. Chaque individu est désigné par un nom, par une place dans son lignage. L'individu a de surcroît une essence divine et un destin qui fixe l'heure de sa mort. Chez les Samo, il n'y a pas de valeurs morales individuelles. Il n'y a que des valeurs collectives. Il n'y a pas de sentiment de faute mais la honte peut être éprouvée par rapport au groupe.

Aimé Césaire, Discours sur la Négritude, 1987, (Présence Africaine, 2004) :

La négritude est la reconnaissance d'une identité niée, une prise de conscience des valeurs propres. Sans pour autant tourner le dos aux autres (les européens), il faut pouvoir dépasser ce dans quoi nous a enfermé ce réductionnisme européen.

Charles Taylor, Multiculturalisme, Champs-Flammarion, 1994 :

Taylor pense que « le virage « majoritairement » monologique de la philosophie moderne » a fait oublier l'importance du dialogue dans la construction de l'identité. Toutefois, il « observe que « nous avons besoin de relations pour nous accomplir, pas pour nous définir. ». L'authenticité est une valeur qui, bien que présente dans les sociétés hiérarchiques, « m'invite à découvrir ma propre façon originale d'être. Par définition, cette manière d'être ne saurait dériver de la société ». Ainsi, l'originalité, couplée à l'authenticité, est ce qui permet à un individu —mais aussi à un peuple— de se dire et ainsi de se définir.

Le colloque des philosophes :

Le modèle libéral (Kymlicka) est critiqué par plusieurs « philosophes ». Offre-t-il de réelles possibilités de choix quant aux valeurs, quant à l'identité que chacun y pourrait construire. L'identité n'est-elle pas davantage un processus d'enracinement qu'une construction délibérée, rationnelle? Comment penser qu'on puisse changer d'identité par libre approbation? Nous avons observé que cette critique, sinon cette contestation s'est opérée dans le modèle critiqué.

En guise de synthèse :

Nicole Grataloup fait remarquer que par ce dispositif on peut observer comment l'identité individuelle peut être vécue par certains après la décolonisation. On voit aussi comment l'identité individuelle peut être pensée comme un absolu ou bien comment elle peut être niée. A l'aide de Françoise Héritier, on peut questionner cette identité individuelle en tant qu'elle est le résultat d'une histoire autour de la Renaissance, de Descartes, de Locke, du libéralisme, des Droits de l'homme pensés comme universels.

Il y a avec l'ethnologie, la sociologie et on pourrait ajouter avec la psychanalyse une critique de l'idée d'identité individuelle qui n'apparaît plus comme un tout monolithique.

Quelques réflexions sur le dispositif employé :

Faut-il veiller à ce que l'élève respecte strictement la pensée de l'auteur ? Ce n'est pas nécessaire dans la mesure où il se met à penser à partir de l'auteur, où il investit ce qui est mis à sa disposition pour aller plus loin. Du reste, on peut lui donner une synthèse qui précise certains éléments de la pensée de l'auteur. Et, pendant la phase de lecture en groupe, on les aura aidés dans la lecture des textes.

En jouant un rôle, le dispositif permet de démystifier les «grands» auteurs, de les mettre à la portée de l'élève. Ce dispositif permet de se décentrer, ceci de deux façons. D'une part, en entendant un point de vue différent, nous sommes confrontés à une hétérogénéité des points de vue, très concrètement; d'autre part, mettre à distance une doctrine en jouant un rôle permet aussi le décentrement.

Matin et début d'après midi Vendredi 20-2-09

Droits individuels et droits des cultures?

Peut-on parler, et en quels sens, de « droits des cultures ou des communautés culturelles » ? Peut-on concilier les droits de l'individu et les droits des communautés culturelles ? Est-ce possible et est-ce légitime ? Là encore on verra se confronter une tradition « libérale » et une tradition « communautarienne », en examinant les diverses conceptions qui tentent de les concilier.

Le travail se fera sous la forme d'une « étude de cas » : le cas des tribunaux d'arbitrage confessionnels au Canada, à partir de documents contradictoires et polémiques. Puis dans un second temps, on aura recours à des textes philosophiques pour explorer les enjeux conceptuels, politiques et éthiques des questions soulevées par ce « cas ».

Cette démarche se rapporte au module 5.2.

Les compétences travaillées sont la disponibilité à l'étonnement, l'approche constructive des savoirs, normes et valeurs, l'argumentation.

-Dispositif du séminaire à partir d'une étude de cas:

Nous nous demanderons s'il est souhaitable qu'une personne soit jugée par une personne de sa communauté, parce que mieux à même de comprendre les enjeux liés à sa problématique?

Cette démarche se rapporte au module 5.2

Nous sommes partis d'une étude de cas dont nous avons pris connaissance en groupe. Puis nous avons échangé sur le mode du **séminaire**. A la différence du colloque, le séminaire est un échange où les intervenants, informés plus particulièrement d'un point de vue concernant la question traitée, après avoir joué un rôle, peuvent défendre leur propre point de

vue. Dans un second temps nous avons lu des textes théoriques afin de voir si nous pouvions en tirer des éclaircissements conceptuels propres à appréhender ces problématiques.

De quelle question s'agit-il ?

Nous sommes partis d'une polémique autour des années 2003-04-05 au Canada concernant le R.E.D. c'est-à-dire le Règlement Extra judiciaire des Différends.

Éléments du contexte Canadien :

Depuis la fin du 19^e siècle au Canada l'obligation de recourir au système judiciaire a laissé place, sur base volontaire, au R.E.D. Ces instances d'arbitrage, en particulier dans les communautés locales ou nationales ont traité dans un premier temps les litiges commerciaux, ceci dans le but d'alléger les tribunaux. On est passé ensuite aux litiges familiaux.

En 1991 une nouvelle loi fédérale sur l'arbitrage n'a pas été adoptée par toutes les régions(7 provinces l'ont adoptée); celle –ci se définit comme "un contrat" permettant de s'en remettre à l'avis de l'arbitre choisi.

En 2003, une polémique est née suite à l'instauration de l'Institut de Justice Civile en Ontario, celui-ci a été accusé de vouloir arbitrer les conflits familiaux selon le droit musulman, autrement dit d'autoriser le principe de l'application du droit religieux dans l'arbitrage des conflits familiaux.

Suite à ces développements, le Gouvernement ontarien a chargé Marion Boyd de faire un rapport sur la question de savoir s'il fallait modifier la loi sur l'arbitrage: c'est la Commission Boyd.

En bref ce qui a suivi :

Nous avons "joué" la commission Boyd, autour de la question centrale: *faut-il changer la loi sur l'arbitrage pour garantir le libre choix des individus et promouvoir l'inclusion dans notre société?*

9 groupes sont constitués, chaque groupe représente un intervenant de la commission. Sur base du texte de leur intervention, un membre du groupe a présenté le point de vue de son association devant la Commission. Les intervenants sont: Madame Marion Boyd; une association de femmes dont le Conseil canadien des femmes musulmanes; des avocats ; les autorités religieuses chrétiennes; les autorités religieuses juives; Madame H. Arjmond représentante d'une forte communauté iranienne opposée à la Charia; le Congrès des musulmans canadiens; Siad Muntaz Ali, fondateur de l'institut source de la polémique; le Conseil de consultation et d'arbitrage Ismaélis, groupe chiite.

Un échange a suivi. Dans ce cas, le propos étant plus technique, nous ne le restituons pas.

En ce qui concerne la réalité historique, la Commission Boyd a abouti à changer la loi sur l'arbitrage, à la ramener à un conseil et à limiter la portée de l'avis rendu. En 2006, la possibilité d'un recours auprès d'un tribunal civil a été instaurée

Toujours est-il que le dispositif nous a semblé permettre une prise de conscience différente de cette problématique. Entendre à tour de rôle les différents points de vue leur donne sans doute davantage de consistance.

-Le recours aux textes théoriques permet également de mieux préciser notre point de vue. **La démarche permet d'aller d'une question/problème à une problématique plus générale.**

Quels concepts sont utiles pour éclairer le débat?

Thèses consultées:

-Rousseau, Du contrat social, Livre II, Chap. IV, "Des bornes du pouvoir souverain".

-Henri Pena-Ruiz, La Laïcité, "Communautarisme"; GF Collection Corpus, 2003

- Stuart Hall*, Identités et Cultures-Politiques des Cultural Studies- "Troubler les fondations de l'Etat libéral constitutionnel", Ed Amsterdam, 2007.
- D.Allard, S.Rials; Dictionnaire de la culture juridique, Article: "Libéraux, communautariens et droit- *la thèse de Michael Sandel*", PUF, 2003.
- Will Kymlicka*, la citoyenneté multiculturelle- "Contraintes internes et protections externes", La Découverte, 2001.
- Charles Taylor*, Multiculturalisme, pp.48-51, Champs Flammarion, 1994.

Au cours de l'échange nous avons convergé vers l'idée que le droit positif doit être applicable à tous. Il nous semble aussi que l'idéal d'un droit positif des citoyens est un idéal laïque qui doit résister au communautarisme. Selon *Kymlicka*, une démarche «qui consiste à opposer droits individuels et droits collectifs est cependant peu féconde». Toujours en suivant *Kymlicka*, il est important de voir si le droit donné à une communauté ne limite pas les libertés fondamentales de ses individus. Mais, *Kymlicka* pense qu'il faut aussi concilier l'universalité du droit tout en luttant contre la discrimination envers certaines communautés. Au final, *Kymlicka* est partisan d'accorder des droits externes tout en interdisant des contraintes internes aux membres d'une communauté particulière.

En ce qui concerne ce modèle libéral, *Nicole Grataloup* nous invite à le questionner afin de voir s'il fait suffisamment place au lien social.

On trouve chez *Michael Sandel* deux pistes possibles pour fonder un système juridique laïque. Soit on a un principe de protection des procédures sans contenu(proche du système français), soit on fait en sorte que les valeurs au nom desquelles on fonde le droit soient mises en avant par l'Etat.

Explication: En partant du principe que le système juridique contemporain repose sur le concept du bien au sens où tous les droits définis sont indispensables à la réalisation d'un "bien"(Vie Bonne) dont le contenu est défini indépendamment de ces droits, ceci présuppose une certaine forme d'autogouvernement et par conséquent certaines qualités des droits à promouvoir ou à protéger. Concrètement, ceci signifie qu'il vaut mieux protéger la liberté de conscience que la liberté de religion, même si les convictions religieuses sont des éléments importants d'une vie bonne pour une partie des citoyens. En effet, protéger la liberté de conscience inclut de manière plus large à la fois les non croyants, dont les convictions sont tout autant des éléments importants d'une vie bonne pour une partie des citoyens, mais également tous ceux qui n'ont pas eu le choix de leurs convictions religieuses. Selon *Sandel*, en protégeant ainsi la liberté de conscience par un droit, l'Etat ne manifeste pas son indifférence ou sa neutralité mais se fait l'écho d'un jugement éthique partagé.

Une distinction conceptuelle de *Vincent de Coorebyter* est amenée par *Nicole Grataloup*. Il y aurait *d'une part la sphère publique, de l'Etat stricto sensu, où les principes de neutralité et d'impartialité sont d'application et d'autre part, l'espace public comme ensemble des lieux d'expression et de coexistence investis par les citoyens.*